

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

VENDREDI

6

FEVRIER

1976

N° 103

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

DJIBOUTI INDEPENDANCE POUR LES COLONIES !

Un enfant mort, quatre blessés, plusieurs soldats somaliens tués, tel est le bilan de la dernière action du gouvernement français dans sa colonie de Djibouti.

Djibouti, c'est, à l'extrémité Est de l'Afrique, un de ces petits territoires sur lesquels la France avait cru, du fait d'un rapport de forces particulièrement favorable, pouvoir maintenir sa domination coloniale. C'est, en particulier, sur la route du canal de Suez désormais ouvert à la navigation, une base militaire rassemblant des milliers d'hommes des troupes coloniales.

Des années durant, le prétendu rayonnement de la France s'est manifesté là-bas sous la forme des ratissages, du barrage électrifié, de la déportation des habitants, des assassinats et des provocations. Avant d'être du côté des quelques hommes du commando du Front de Libération de la Côte des Somalis, le terrorisme a été, massivement, le fait d'un appareil de répression énorme.

Aujourd'hui, l'opération du FLCS (Front de Libération de la Côte des Somalis) est l'occasion, avec le couvre-feu, d'une nouvelle aggravation de ces attaques contre un peuple qui, au travers de toutes les difficultés n'a cessé, dans l'unité des deux ethnies qui le composent, d'exiger son indépendance. Qui plus est, Giscard en profite pour déployer un dispositif

militaire qui menace la Somalie voisine, et qui est déjà entré en action, avant-hier, contre des soldats gardant la frontière de leur pays indépendant.

L'histoire de Djibouti n'est pas isolée, elle est exemplaire. Les peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, connaissent dans leur chair l'action de ces «képis rouges», troupes de gendarmerie mobile qu'on envoie régulièrement contre les ouvriers agricoles et les petits paysans en grève.

Aux Comores, se prépare dans l'île de Mayotte, un référendum truqué visant à la garder à l'état de colonie.

De même, la Somalie n'est pas la seule victime des menées agressives de notre bourgeoisie dans le Tiers Monde : notre gouvernement joue un rôle actif dans l'invasion dont le peuple sahraoui est aujourd'hui la victime. Et des armes françaises équipaient les racistes blancs d'Afrique du Sud lors de leur intervention en Angola.

Le temps où notre impérialisme s'avancait sous le visage d'une fausse liberté est désormais fini : monté sur un char AMX, il a un fusil à la main. En face de lui, il trouvera, il trouve déjà d'autres fusils, maniés par des paysans, des ouvriers décidés à arracher leur libération. A leurs côtés, sans une hésitation, ils doivent trouver les ouvriers, les paysans de France.

Jean LERMET

LANGUEDOC - ROUSSILLON : toute une région en lutte

LES RAISINS DE LA COLERE



LIEVIN LE DIRECTEUR DE LA FOSSE 3 INCULPE

voir p. 3

22° congrès du PCF

L'abandon de la dictature du prolétariat :
C'ÉTAIT DÉJÀ FAIT !

voir p. 5

SOMMAIRE

- Concorde : l'hypothèque n'est pas levée p. 3
- Lutttes ouvrières p. 4
- 22° congrès du PCF : ce qu'en pensent les travailleurs p. 2
- maître Althusser et la politique p. 2
- Cinéma : le bon et les méchants p. 7
- Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine d'Edgar Snow p. 7
- Portugal : la réaction nationalise des usines p. 8

Le Quotidien du Peuple paraîtra sur douze pages demain samedi.

LE 22^e CONGRÈS DU PCF

Ce qu'en pensent les travailleurs de Renault

"SI ON NE LUTTE PAS POUR LE POUVOIR DES OUVRIERS, A QUOI SERT-ON ?"

Renault, quelques heures après l'ouverture du 22^e congrès du PCF. Sur les arbres, on voit bien quelques affiches sur ce congrès, mais le contraste entre les jeunes cadres, les minettes qui font du charme sur cette affiche, et les ouvriers qui sortent de la porte Zoia est saisissant. Le congrès en lui-même, ne semble d'ailleurs pas un sujet de discussion brûlant chez des travailleurs. «Ce matin, beaucoup de gars avaient vu la télévision hier soir, et ça discutait surtout de Pliouchtch et de ce qu'il a

dit sur les hôpitaux psychiatriques en URSS. Souvent les journaux en rajoutent sur ce qui se passe là-bas, mais cette fois, c'est sérieux. Ce qu'il a dit était vraiment horrible».

D'autres ouvriers se joignent à la discussion sur ce qu'est l'Union Soviétique aujourd'hui : «Vous me demandez si c'est socialiste, mais il faudrait s'entendre sur ce que ça veut dire. Si c'est la libération des travailleurs, alors l'Union Soviétique est tout le contraire. Moi, je trouve qu'ils ont fait

un effort extraordinaire, qu'on ne peut pas imaginer ici, pour devenir un pays fort, industrialisé, mais c'est fini cette époque».

Quant à la démarcation que le PCF a essayé d'établir entre ses projets et ce qui se passe en Union Soviétique, elle apparaît plutôt comme une manœuvre, tout particulièrement pour ce travailleur ténébreux, qui a quitté le PCF il y a trois mois, après y avoir passé quatre ans : «Tu comprends, j'ai eu le temps de bien voir ce que c'est. Par exemple, entre ce

qu'ils se disent à l'intérieur d'une part, et ce qu'ils disent, et surtout ce qu'ils font à l'extérieur, il y a une différence. Par exemple, il y a un mot qui revenait tout le temps à propos de l'Union de la gauche, c'est «piège». Ils disaient qu'ils avaient tendu un piège au PS, parce que beaucoup de militants pensaient que c'est eux qui avaient été piégés. Mais dans la propagande officielle, on disait tout le contraire. On ne peut pas faire confiance en ce Parti, même s'il paraît fort. Et puis, une des raisons qui m'a décidé à le quitter, c'est de voir comment ils contrôlent la CGT, et là, je pourrais en dire beaucoup, pour empêcher par exemple, l'élargissement de luttes comme celle des peintres aujourd'hui. Partout, ça bout, dans la Régie, et comme j'y suis depuis huit ans, je sais ce que ça veut dire. C'est à cause d'eux que ça n'éclate pas, il faut le dire».

Même si les réunions de cellule du PCF à Renault ne rassemblent pas la moitié des inscrits, de nombreux travailleurs restent influencés par ce parti. Certains pensent

que l'abandon de la dictature du prolétariat n'est qu'une formule «C'est parce que ça fait peur, mais on est toujours pour le pouvoir des ouvriers». Quand on explique à ce militant du PCF que Marchais est en train d'expliquer le contraire, que le pouvoir que veut le PCF, c'est celui d'une nouvelle bourgeoisie de techniciens

et de bureaucrates, il n'est pas convaincu : «Ça a été très mal expliqué, c'est certainement là l'erreur des dirigeants. Si on ne se bat pas pour le pouvoir des ouvriers, à quoi on sert ?» Derrière cette évidence, il y a un doute chez ce militant. Ce doute, cette contradiction qui traverse le parti révisionniste, il faut en faire une certitude.



La composition du PCF : une évolution significative

Dans les années 20, 80 % de ses membres étaient des ouvriers.

En 1966 : ouvriers : 60 %, employés : 18 %, intellectuels, cadres, techniciens : 9 %.

Il faut noter que les trois quarts des membres actuels du PCF y ont adhéré depuis 1968. Et si régulièrement il fait état des dizaines de milliers d'adhésions, c'est pour mieux voiler que chaque année il perd à peu près 10 % de ses membres.

En 1975, si l'on considère qu'il en a gagné près de 100 000, dans le même temps, il en a perdu 50 000. Si les adhésions sont très faciles, nombre de ces adhérents sont surpris et vite déçus de la réalité du PCF.

En 1974 : ouvriers : 32,2 %, Employés : 19,6 %, ingénieurs, techniciens et cadres : 9,1 %, enseignants : 16,3 %, professions libérales : 1,3 %.

(Extrait de *Communisme* n°6, sept.-oct. 1973)

En marge du Congrès

MAITRE ALTHUSSER ET LA POLITIQUE

Précédant la tenue du 22^e congrès du PCF, les Tribunes de discussion de l'*Humanité* avaient été l'occasion d'une querelle, bien limitée certes, à propos de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Et c'est sous la signature de Balibar qu'était apparue la critique la plus virulente, en faveur du maintien de cette notion.

Balibar fait partie d'un de ces clans d'intellectuels du PCF qui, regroupés autour d'Althusser, affirment bien haut leur attachement aux principes du marxisme-léninisme, mais qui, dans la pratique, entérinent toutes les décisions du parti révisionniste, s'en font les porte-pa-

roles. Sous couvert de fidélité apparente au marxisme-léninisme, il s'agit pour eux d'attirer au parti quelques intellectuels en mal de pratique.

C'est pourquoi, au moment où se tient le 22^e congrès, il nous a semblé important de montrer sur quoi reposent les analyses de ces individus. Aussi, nous publions aujourd'hui la première partie d'un article, d'A. Gilles, paru dans la revue *Communisme*, consacré au Maître Althusser. Un Maître bien contesté, puisque à l'intérieur même du PCF, ses analyses sont souvent violemment critiquées. Autre preuve significative de l'absence d'unité théorique du révisionnisme moderne.

DANS LA VOIE DU RÉVISIONNISME KHROUCHTCHÉVIEU

Et Khrouchtchev vint... dégager les intellectuels des contraintes du combat de classe ; ils allaient maintenant avoir en poche la carte du PCF tout en oubliant la politique à l'intérieur de leur «spécialité». En arts, littérature, philosophie et sciences, ils pouvaient enfin oublier la lutte des classes. Ce fut pour Althusser et autres une délivrance : ils célébrèrent la mort du dogmatisme et l'avènement de la liberté de pensée. [...]

Dans la voie du révisionnisme frayée par Khrouchtchev, tandis que le PCF s'empressait de reprendre, dès 1956, le couplet du «passage pacifique au socialisme», les intellectuels du PCF s'engagèrent hardiment, de différentes manières.

Une des fonctions essentielles du révisionnisme a toujours été d'interdire la fusion de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier. Mais cette tâche peut être accomplie selon deux méthodes :

1) Le rejet ouvert du marxisme comme théorie «dépassée» (exemple : Bernstein).

2) La rigueur apparente à la lettre du marxisme accompagnée de la transformation de ce dernier en un objet d'études académiques, en une science inaccessible à la classe ouvrière, étrangère aux préoccupations des masses et aux besoins de la pratique révolutionnaire (exemple : Kautsky).

Bernstein rejetait le marxisme pour donner à la pratique réformiste de la social-démocratie allemande une théorie ouvertement réformiste, et réaliser ainsi l'unité de la théorie et de la pratique !

Kautsky critiqua vertement Bernstein. Pas plus que Bernstein, il ne mettait en cause la pratique réformiste du parti social-démocrate allemand ; ce qu'il voulait, c'était maintenir l'«unité» de la phrase marxiste et de la pratique réformiste. C'est dans ce révisionnisme plus subtil, seconde manière, qu'Althusser accomplit des prouesses. Au vieux principe marxiste-léniniste : l'unité de la théorie et de la pratique, il en substitua un nouveau : la séparation de la théorie et de la pratique. Cela se fit *of course* subtilement ! Pour pervertir le vieux principe, il suffisait d'inventer la formule : «pratique théorique». Ainsi, nos sophistes pouvaient-ils arguer : nous ne séparons pas théorie et pratique puisque nous faisons de la «pratique théorique» ! Ainsi était fondée l'insouciance de l'«élite» envers les luttes d'ici-bas, et la possibilité de rester au-dessus de la mêlée, tout en se livrant à la pratique... des séminaires ! [...]

LA SAINTETHEORIE

Dans son envolée, Althusser buta contre un nouvel obstacle : de Marx à Mao Tsé-Toung, tous les textes marxistes sont des textes issus des besoins de la lutte et qui ont pour but de servir, d'orienter la pratique révolutionnaire. Ce sont des armes de combat, à différents degrés de généralités. Pour Althusser, c'était précisément là leur défaut : la presque totalité des œuvres marxistes fut jugée «à l'état pratique», «polémique», «idéologique», termes éminemment péjoratifs chez notre philosophe. Il commença par établir une hiérarchie dans les textes des grands révolutionnaires : en bas, les textes «faciles», «de combat», en haut les textes «difficiles», «de recherche» (3). Il décréta ensuite que, contrairement aux apparences, on ne pouvait comprendre les œuvres faciles si on n'achevait pas de lire jusqu'à la dernière ligne les 8 tomes du Grand Livre de Recherche : *Le Capital*. Il dressa une mise en garde : tout, dans Marx, était dissimulé, plus un texte semblait évident, plus il recélait, en fait, de mystères... Quant à la lecture du Grand Livre, on se mettait le doigt dans l'œil, si on pensait le lire innocemment. Il fallait lire entre les lignes, non pas ce qui est écrit, mais ce qui ne l'est pas. Diable ! Cela demandait de l'exercice. Pour l'Initiation, il existait un autre livre : *Lire le*

Capital. Althusser amenait le lecteur naïf de la vision des choses de ce monde à la Révélation de la Sainte Théorie (4). [...]

L'IDÉOLOGIE TECHNOCRATIQUE

Le PCF luttait pour une «université démocratique», au-dessus des classes, ne fallait-il pas un enseignement du marxisme épuré de la lutte des classes ? Le PCF devait montrer sa capacité politique à gérer les intérêts de la bourgeoisie, ne devait-il pas présenter un marxisme acceptable pour la bourgeoisie ? Il fallait un marxisme responsable, raisonnable, un marxisme pour maintenir l'ordre, le calme et la dignité. Là où il y avait problème, Althusser vit la solution : liquider la tradition léniniste, le primat de la lutte des classes et la remplacer par l'idéologie technocratique. Il y avait d'un côté l'idéologie bourgeoise ou prolétarienne, peu importait dans laquelle baigneraient les masses éternellement, qui n'était qu'ignorance, et de l'autre la Science, impartiale, au-dessus des classes. [...]

Althusser en prostituant le marxisme, justifiait le droit des «experts» du PCF et de la CGT à réprimer les initiatives populaires, à manipuler les masses. A l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie elle-même remet en cause l'humanisme comme la démocratie. Althusser n'opposait pas à l'humanisme l'idéologie communiste, la solidarité de classe, l'esprit «servir le peuple», mais la vérité de la Science. A l'idéologie humaniste il opposait l'idéologie technocratique. Il continuait ainsi la grande tradition académique qui plonge ses racines dans le «socialisme vrai» allemand (critiqué par Marx dans l'*Idéologie allemande*) et trouve droit de cité dans le marxisme de la 2^e internationale avec «le pape du marxisme», Kautsky. Pour toute cette tradition, jusqu'à et y compris Althusser, la science, en l'occurrence celle de la révolution, est le produit de la «pratique théorique» des savants. Le prolétariat existe comme classe misérable et comme force matérielle, mais ce n'est que sous la direction des scientifiques que pourra être résolue la question sociale. (...)

(à suivre)

A. GILLES

- 1 - *Pour Marx*, Maspéro (1965), p. 12
- 2 - *Idem*, p. 18
- 3 - *Lire le Capital* (Maspéro), T. 1., p. 40
- 4 - *Pour Marx*, p. 169

LES INTERTITRES SONT DE LA RÉDACTION

POLITIQUE

CONCORDE L'HYPOTHEQUE N'EST PAS LEVEE

La décision américaine autorisant Concorde à atterrir deux fois par jour à Washington pour une période de 16 mois est commentée avec satisfaction par le gouvernement français, et l'ensemble de la presse bourgeoise de l'Aurore à l'Humanité. A première vue il s'agit là d'une décision favorable à l'aéronautique française, c'était presque inespéré. L'avenir de Concorde est-il pour autant assuré, rien n'est moins sûr.

Par cette décision, les USA évitent de détériorer leurs relations avec les gouvernements français et anglais et confortent leur image libérale. Alors qu'un refus pur et simple aurait provoqué des réactions de mécontentement et les aurait fait apparaître comme des concurrents déloyaux. Mais la décision de Coleman ne règle pas tout. Il faut encore attendre la décision de l'Etat de New-York, celle également de la direction de l'aéroport Kennedy. Des recours devant les tribunaux sont encore possibles de la part d'associations hostiles à Concorde. En supposant levés tous ces obstacles, bien des hypothèses continuent de peser sur Concorde.

Etant à l'essai pendant seize mois, il serait étonnant que des compagnies aériennes s'aventurent à comman-

der des appareils en ne sachant pas si elles pourront se poser aux Etats-Unis. Selon toute vraisemblance, les compagnies attendront seize mois avant de passer des commandes fermes.

Concorde devra également faire la preuve de sa compétitivité sur le plan commer-



cial. Pour être rentable, il doit atteindre un coefficient de remplissage supérieur à 60%. Passé l'engouement des hommes d'affaires pour le supersonique, les PDG en voyage accepteront-ils de payer leur place 20% plus cher pour gagner trois heures ?

Pour l'aéronautique française et anglaise, se pose aujourd'hui la question de mettre immédiatement d'autres appareils en construction, sachant qu'il faut trois ans pour construire un Concorde, ou d'attendre la fin de la période d'essai.

Dans quatre ans, il est probable que les Etats Unis, ayant tiré toutes les leçons de l'expérience Concorde, soient prêts à lancer un supersonique plus concurrentiel dans un délai relativement limité, ce qui signifierait la fin définitive du Concorde. Ou, l'aéronautique française et anglaise voyant le danger, accepteraient de collaborer avec les USA pour construire en commun un autre supersonique.

C'est bien, semble-t-il, vers une telle collaboration que l'on s'oriente. Déjà plusieurs appareils français font appel à l'industrie aéronautique US. Par exemple, le «Mercur» de Dassault est équipé de réacteurs US Pratt et Whitney. La société Boeing vient de proposer de collaborer avec l'aéronautique européenne. Elle propose notamment la construction d'un tri-réacteur commun, doté de réacteurs CFM 56 produits en collaboration SNECMA, General Electric. On pourrait bientôt voir Boeing ou un autre constructeur US proposer à la SNIAS et à la British Aircraft de collaborer pour la réalisation d'un super Concorde.

L'affaire de Bruay Jean-Pierre rejugé à huis-clos

Jean-Pierre Flahaut comparait hier pour la seconde fois devant les juges pour l'affaire de Bruay-en-Artois. Acquitté lors d'un premier procès, il est rejugé parce que le parquet a fait appel de cette décision des magistrats.

Une telle procédure contre le jeune homme semble bien avoir une signification précise : profiter de ce qu'il a été mêlé à une affaire de fric-frac, il y a quelques mois, pour semer le doute dans l'opinion publique et dans la tête de ceux qui doivent le rejurer. Après 2 ans passés en prison, mis dans l'impossibilité de trouver du travail bien qu'il ait suivi des cours pour devenir soudeur, Jean-Pierre avait effectivement participé à un cambriolage, et pris sur le fait, s'était vu infliger une peine sévère de 10 mois de prison dont 6 avec sursis.

Le second procès n'apportera pas d'éléments supplémentaires contre Jean-Pierre

qui n'avait avoué qu'à la suite d'un interrogatoire «poussé» de la police, un an après les faits.

Par contre, Mr et Mme Dewèvre, parents de la victime, ont adressé à la justice un document faisant état des multiples contradictions du dossier. Ils disposent désormais d'un témoignage supplémentaire, celui d'un autre jeune qui affirme avoir vu quelqu'un transporter le corps de leur fille, le soir du meurtre.

Quoi qu'il en soit, cette affaire illustre bien l'acharnement avec lequel on poursuit un jeune, sans preuves, et même s'il y a toutes les chances pour qu'il soit innocent de ce dont on l'accuse. Leroy, notaire des Houillères, avait été traité avec plus de faveurs et d'égards par la justice bourgeoise.

Le procès durera 6 jours.

J.F.V.

LA PEINE DE MORT POUR UN AUTRE JEUNE DE 17 ANS ?

C'est la question que posent avec insistance la presse et la radio, au moment où s'ouvre le procès d'un apprenti jockey, coupable de l'assassinat d'un chauffeur de taxi et d'une autre tentative d'homicide.

Après l'affaire Bruno, voilà encore une occasion de monter en épingle des faits particulièrement odieux et révoltants, mais qui sont extrêmement rares et sont d'ailleurs en diminution (une quinzaine de crimes ont été commis par des mineurs, l'an dernier).

Avec une telle publicité, c'est l'encadrement policier et la répression contre la jeunesse dans les quartiers qu'on tente de justifier. Voilà qui est dans la droite ligne de la mise en place d'un appareil d'éducateurs liés au ministère de l'intérieur, des appels de la police à la population des grands ensembles pour qu'ils dénoncent les jeunes à cheveux longs ou à l'allure suspecte.

On ne peut qu'être révolté par la faillite d'une société qui transforme des jeunes en assassins et prétend ensuite s'en débarrasser comme des bêtes malfaisantes.

La «réinsertion» sociale...

M. Gazza, vingt-huit ans cherche du travail depuis un an. Il a fait plus de soixante entreprises pour en trouver, en vain. M. Gazza serait-il particulièrement inapte au travail ? Non, il sort seulement de prison... C'est ce que Mme Dorlac appelle la réinsertion sociale. M. Gazza, lui, en a assez, il a décidé de faire la grève de la faim à Nancy.

Les héros de France-Soir

Sous le titre de «Bravo Blanchaud», France-Soir contait dans son édition d'hier l'édifiante histoire du patron Blanchaud, qui a réussi à éponger les 200 millions de déficit de ses usines de champignons. Héros pour France-Soir parce que ses employés ont réussi à «sauver l'entreprise sans faire la grève». Effectivement, l'entreprise a été sauvée, Blanchaud a même gagné de l'argent... et 200 travailleurs sont en cours de licenciement !

L'enlèvement de PDG fait école

Non, cette fois ce n'est plus un PDG du show-business. C'est le PDG de SAAB France, Guy Thodorof, importateur de voitures qui a été enlevé, paraît-il. Un ami avec lequel il était à ce moment explique que les quatre agresseurs qui les ont attaqués ont manié les menottes pour l'immobiliser avec une surprenante dextérité. Tellement surprenant que la police préfère parler de disparition plutôt que d'enlèvement.

LE DIRECTEUR DE LA FOSSE TROIS DE LIEVIN INCULPE

Hier, la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Douai a ordonné l'inculpation de l'ingénieur Coquidé, directeur de la Fosse 3 de Liévin. C'est à cette fosse, que, le 27 décembre 1974, quarante deux mineurs avaient été envoyés à la mort.

Le 21 mars 1975, le tribunal populaire de Liévin l'avait démontré implacablement : les 42 étaient morts par manque de sécurité, parce que, pour les Houillères, comme pour toute entreprise capitaliste, nationalisée ou non, rendement vaut plus que vie d'ouvrier. Sensible à l'exigence des mineurs, le juge Pascal avait, lui aussi, en descendant au fond, en nommant d'autres experts que ceux des Houillères, accumulé les preuves de cette responsabilité. L'inculpation de Coquidé lui avait valu de se faire retirer le dossier. Depuis, les manœuvres n'avaient pas cessé, contre Pascal lui-même, et surtout pour annuler les pièces les plus accusatrices du dossier. La tentative a provisoirement échoué : ces pièces sont toujours au dossier, Coquidé est inculpé.

UN REcul IMPOSE

Depuis la catastrophe, la pression des mineurs pour que soit reconnue la vérité et les coupables sanctionnés ne s'est pas relâchée. La pose du monument «à la mémoire des 42 mineurs envoyés à la mort», le 27 décembre dernier, malgré les pressions de la mairie, en est la preuve

récente. D'autre part, les luttes sur la question de la sécurité ont été assez fortes pour que certains juges n'aient pas hésité à inculper et incarcérer des patrons responsables d'accidents du travail. Le développement de tels actes, la publicité faite autour présentaient un danger pour les rouages mêmes de la société capitaliste. Pour le conjurer, Lecanuet a dû reconnaître la responsabilité patronale, mais précisant bien, qu'en aucun cas, il ne fallait y voir un aspect criminel. Pour le ministre de la justice, l'accumulation consciente de manquements à la sécurité dans une mine où l'on sait que les risques d'explosion sont importants n'est pas criminelle...

LECANUET MANCEUVRE

Mercredi soir, il revenait sur le sujet : «Le chef d'entreprise n'est pas automatiquement responsable... Reconnaître sa responsabilité, c'est éviter qu'on puisse dire qu'en France, il y a une justice de classe... c'est aussi magnifier le chef d'entreprise... responsable économique, mais aussi humain» (Magnifier, cela veut dire embellir, Lecanuet n'a pas peur des mots...). Derrière cette reconnaissance de la responsabilité des patrons, se glissent les moyens de l'atténuer. D'abord proposait un système d'amendes de type «bonus malus» pour les entreprises en matière de sécurité. Lecanuet retient la proposition.

Voilà la vie d'un ouvrier ramenée à une simple comptabilité d'assurance automobile. Il a aussi indiqué qu'il faudrait voir la question «de la délégation d'autorité» en cas d'accident. Autrement dit, penser au moyens de limiter la responsabilité aux échelons intermédiaires de l'entreprise, comme c'est le cas pour l'ingénieur Coquidé.

La bourgeoisie a reculé, pour se protéger. Aux travailleurs de se saisir de ce recul limité, d'exiger systématiquement que les coupables d'assassinat d'ouvriers soient châtiés, que les responsabilités au plus haut niveau soient mises à jour. L'action des mineurs de Liévin montre la voie.

Eric BREHAT

Lecanuet à TF 1 ...

A TF1 mercredi soir, Mr. Lecanuet était le «grand témoin» de l'émission «C'est à dire» de JM Cavada.

Monsieur Lecanuet eut la mauvaise surprise d'apprendre par un sondage IFOP effectué avant l'émission que 58% des Français ne le voyaient pas comme premier ministre dans l'avenir.

Interrogé sur les socialistes : «A mon avis, les choses resteront en l'état jusqu'aux prochaines élections, mais comme l'union de la gauche va perdre les élections, le PS sera bien obligé de dire s'il est révolutionnaire ou réformiste et de revoir son alliance avec le PC».

Sur les élections anticipées,

il a indiqué avec une parfaite mauvaise foi que le gouvernement n'apas de préoccupation électorale, les élections sont dans deux ans et il y a donc le temps pour une large période de calme et d'action positive». Pas de tripatouillages politiques non plus dans sa nomination comme ministre d'Etat «Cette décision n'a rien à voir avec les dosages électoraux j'y vois le signe d'une avancée dans le gouvernement vers les réformes et la relance politique de l'Europe».

Sur la question de l'Europe, Monsieur Lecanuet s'est déclaré étonné d'être taxé d'atlantisme «Je suis européen. Pour être d'avantage libres de nos initiatives par rapport aux USA, il faut une défense

européenne. C'est aussi un gage de coexistence pacifique avec l'URSS».

Et pour appuyer ce propos de chaud partisan de l'indépendance nationale, M. Lecanuet a poursuivi sur l'accession à l'armement nucléaire de l'Allemagne.

«Tôt ou tard, les Allemands poseront le problème de leur sécurité et de la défense de l'Europe. Aujourd'hui ces problèmes ne se posent pas ensemble, quand ils se posent je n'y serai pas opposé».

L'européanisme de Mr. Lecanuet c'est la soumission à l'impérialisme allemand, première force économique et militaire en Europe, et à travers lui à l'impérialisme US

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Malgré la pluie qui n'a pas cessé de tomber toute la journée sur la région, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés hier à Nîmes, Perpignan, Montpellier et Carcassonne. A l'appel du tocsin, les vignerons, mais aussi les ouvriers et les postiers, qui avaient débrayé, les enseignants, les commerçants qui avaient baissé leur rideau, les artisans du Languedoc-Roussillon s'étaient rendus au rassemblement le plus proche.

Toutes les organisations syndicales s'étaient associées aux viticulteurs en lutte. Dans la région, tous sont et se sentent solidaires des vignerons : si les paysans disparaissent pour laisser la place à une «cœur de récréation de l'Europe», que vont-ils devenir, eux aussi, que va devenir leur région ? Il y a aujourd'hui 43 000 chômeurs dans les quatre départements des Pyrénées Orientales, de l'Aude, de l'Hérault et du Gard : 7 % de la population active. Presque tous les investissements ont été consacrés au tourisme, à la construction de villes comme la Grande Motte. Et rien n'est prévu, avant longtemps, pour industrialiser la région.

Comme le disait, lors d'une des manifestations, Maffre Baugé, responsable viticole, cette mobilisation «est la prise de conscience d'un drame régional, elle est l'expression d'un refus, elle est le sens

LANGUEDOC - ROUSSILLON :

toute une région en lutte

LES RAISINS DE LA COLERE

historique de la vie d'un peuple, elle est la volonté de resserrement des fils d'une même terre, qui ont flétri l'odeur de leur mort économique !»

Devant la colère générale des habitants de la région, la bourgeoisie avait pris ses précautions. Les crédits agrico-

les étant fermés, ainsi que tous les bâtiments officiels, mairies... gardés par d'importants contingents de gardes mobiles. Cela n'a pas empêché plusieurs centaines de viticulteurs de s'affronter aux forces répressives.

Ces manifestations qui, pour la première fois, ras-

semblaient largement les travailleurs, aux côtés des viticulteurs en lutte, sont un premier pas important vers l'unité, pour leur défense commune, pour pouvoir, comme l'affirmait le mot d'ordre central de cette journée, «travailler et vivre au pays !»



RENAULT

la lutte des peintres isolée

Judi, 13 H, place Nationale, à l'une des portes de Renault : «la grève des peintres ? Non, je ne sais pas où ils en sont». «On n'en entend plus parler». Aucun des ouvriers que j'aborde n'est au courant de l'état de la lutte. Je rencontre un délégué CGT, lui est au courant : il me tend deux tracts, un du CE (majorité CGT) et un de la section du P«C»F sur le 22^e congrès. Celui de la CGT titre : «les peintres, combattifs et responsables». La veille, les dirigeants de la CGT ont imposé aux peintres en

grève depuis 15 jours, de renoncer à leur revendication initiale (130 F) : «Si la direction nous accorde une prime d'incommodité de 65,00 F et que nos heures perdues soient indemnisées correctement, nous interrompons notre lutte» poursuit le tract. Quant à l'amélioration des conditions de travail, il n'en est plus question.

Devant l'île Seguin, un peintre immigré : «La grève continue à 100 %, mais tout le monde voit les camionnettes qui partent : 6 camions

hier. Et ça fait maintenant 100 H de grève !» Les camionnettes, ce sont celles que la direction fait faire par Chausson pour briser la grève. Elle n'a pas hésité non plus à faire venir des retoucheurs de Meudon et des intérimaires pour remplacer les grévistes, à lock-outer 2 H par jour certains ateliers (R 4 et R 6).

Dans cette situation d'isolement, on comprend que les dirigeants CGT aient pu faire pression sur les peintres et les faire renoncer à leurs revendications.

Pourtant, l'état d'esprit est à la lutte : l'écho rencontré par les délégations des peintres dans les autres secteurs et même à Meudon l'a montré. Dans les ateliers lock-outés, les travailleurs ont signé des pétitions de soutien et les ont portées en délégation. Des caristes ont refusé de décharger des camionnettes venues de Chausson. A Cléon, il y a eu 1 H de débrayage. L'extension de la lutte à toute l'usine ? «Nous, on est prêt à y aller, mais faut savoir sur quoi», disait un ancien de la fonderie. Ce que les travailleurs attendent, c'est l'élaboration de revendications communes à tous les ouvriers de la Régie. Mais que peuvent-ils attendre des gens du P«C»F qui dirigent la CGT ?

Dans le tract de la section Renault du P«C»F on pouvait lire : «Décidément, le Parti Communiste est bien le Parti dont les travailleurs ont besoin».

Au même moment, ils isolent et étriquent la lutte des peintres !

Mais il est vrai que d'après ces gens là, être «responsable» face à l'intransigeance de la direction, c'est accepter de réduire de moitié ses revendications.

Développer la lutte à la Régie, dans une entreprise gigantesque de 30 000 ouvriers, avec des tas de divisions entre départements, ateliers, secteurs, ça ne peut se faire qu'en imposant dans les syndicats, une réelle circulation de l'information, une coordination constante au service des luttes.

JOURNEE D'ACTION

unite pour la lutte ou journée sans lendemain?

Une dizaine de milliers de travailleurs de la fonction publique se rassemblaient hier à 10 H, place de l'Hôtel de Ville à Paris. Une manifestation moyenne composée pour une grosse part de communaux, mais aussi de divers services administratifs, d'un bon cortège d'hospitaliers. Les postiers participaient de façon relativement réduite à cette journée d'action. Dans beaucoup de centres, ils n'ont pas débrayé.

C'est la question du pouvoir d'achat qui était au centre de cette manifestation, notamment chez les hospitaliers qui réclament «2 000 F mini et 300 F pour tous tout de suite». La bataille d'indices qui oppose le gouverne-

ment et les directions syndicales par contre, ne semblait pas faire partie des préoccupations des travailleurs de la fonction publique. «Indice INSEE, indice truqué», n'était qu'une reprise. «Bien sûr, nous disent des postiers, les indices syndicaux sont plus près de la vérité, mais de toute façon, ce n'est pas nous qui avons le contrôle ni la décision sur ces indices. Ils sont élaborés en dehors de nous».

Pour beaucoup de ceux qui manifestaient comme pour ceux qui ne participaient pas à la journée d'action, une même volonté : ne pas faire les frais de la crise. Mais des interrogations sur les formes d'action. Beaucoup des pos-

tiers présents et aussi des hospitaliers, sont venus parce que diront-ils : «C'est une action de toute la fonction publique et c'est ce qu'il faut».

Pour ces postiers d'Austerlitz qui n'ont pas débrayé : «Les journées d'action, on connaît, on perd du fric et c'est tout. On veut bien repartir, mais pas pour rien cette fois».

Cette journée a montré la volonté de lutte des travailleurs du secteur public, mais son caractère limité montre aussi la lassitude et la division suscitées par les journées sans lendemain organisées par les directions confédérales. Aux travailleurs d'imposer une autre voie pour la lutte. Gérard PRIVAT

En bref

Haxo - Orléans

Haxo Orléans : *Tous unis contre l'intervention des CRS.* Mercredi vers 17h, plusieurs dizaines de travailleurs, dont une délégation importante de Michelin, sont venus devant l'usine Haxo, à Orléans, pour riposter contre l'intervention des flics. Ils avaient expulsé les grévistes la veille. Haxo qui fabrique des cendriers, des bouchons à essence, etc... pour voitures, se distingue pour ses bas salaires :

- o sur les 130 ouvriers, en majorité des femmes, la plupart touchent juste le SMIC.

Lundi, la direction avait décidé de licencier 6 travailleurs dont 2 délégués CGT. La riposte fut immédiate, un groupe décida de bloquer les portes le soir même. Le lendemain matin, la direction, aidée par les flics, expulse les grévistes et les délégués.

Après Orléans, Coussinet-Mincés, c'est Haxo qui doit subir la répression de la bourgeoisie.

Correspondant Orléans

Saint Raphaël - Ivry-

A l'usine entrepôt Saint-Raphaël, qui emploie une centaine de personnes (dont 50% d'intérimaires), l'heure est au chômage technique, aux réductions d'horaires et à l'accélération des cadences. En effet, à partir d'aujourd'hui, nous passons à 41h par semaine au lieu de 42h habituelles.

De plus, la maison ferme 15 jours à partir du 16 février, ne gardant que quelques personnes nécessaires à l'entretien. Repos forcé pour les autres ! En attendant, les cadences augmentent, touchant particulièrement les intérimaires, catégorie la plus mal payée et la plus exploitée de l'usine.

Il n'y a pas pour l'instant d'atmosphère de lutte car la CGT locale pratique une collaboration de classe des plus zélées.

Ivry le 2/2/76

Berliet-Vénissieux

Vendredi 30 Janvier, se déroulaient les négociations avec les syndicats, principalement sur la question des salaires et des droits syndicaux.

A l'appel des sections CGT et CFTD de chaque bâtiment, des débrayages d'une heure ont eu lieu à CD4 CDI, fonderie, CDO etc... ainsi qu'à l'usine «Ponts» à St. Priest. Ces débrayages ont été suivis à 90% environ du personnel ouvrier (Bonis et Horaires), ce qui constitue le plus fort pourcentage depuis au moins 4 ans.

Les travailleurs ont défilé d'un atelier à l'autre, par atelier, et s'encourageaient mutuellement.

Le point faible du mouvement semble être le manque d'unité sur des perspectives claires : à la fois au niveau des revendications, du rapport de force à constituer et de la manière d'y parvenir.

Vendredi, en fin de poste, on apprenait le résultat des négociations :

- o 2% au premier février
- o augmentation hiérarchisée de la prime de vacances : 80Fr environ pour un OS à 500Fr pour un cadre.

C'est la colère «On nous prend pour des cons, c'est toujours les mêmes qui tirent les marrons du feu !» d'où de nombreuses questions politiques :

- o sur le rôle des cadres
- o pourquoi la CGT les défend systématiquement, pour quelle politique ?
- o leur rôle dans la production capitaliste...

«Il faut préciser nos revendications» disent les travailleurs, «se battre pour nous, pas pour eux».

Le mouvement qui semblait manquer de nerf cette semaine, va s'appuyer maintenant sur une profonde révolte face à toutes ces injustices.

Correspondant Berliet

Thomson-Brandt (Chauny)

A l'usine Thomson-Brandt de Chauny, des débrayages ont lieu pour des augmentations de salaires.

SACM (Mulhouse)

Depuis plusieurs jours, les 1 500 travailleurs de la SCAM débrayent 1 ou 2h, pour des augmentations de salaires. La bataille est dure entre syndicalistes révolutionnaires qui proposaient de lutter pour 300 Frs d'augmentation, avec une grève dure, sur le tas, animée par les travailleurs, et les dirigeants révisionnistes et réformistes qui ont reculé sur les revendications, et tentent de cloisonner les travailleurs dans les ateliers, de limiter l'action à des débrayages.

La lutte continue, en même temps que les discussions, le débat parmi les travailleurs, sur les revendications à mettre en avant, et les formes de lutte.

D'après correspondant SACM-Mulhouse

POLITIQUE

22^e congrès du PCF

L'abandon de la dictature du prolétariat, c'était déjà fait

«Sous la présidence d'Aragon, discussion et large débat sur les thèmes de la journée : dictature du prolétariat, démocratie, libertés». Tel était l'ordre du jour d'hier.

Discussion, large débat ? Rien de semblable ne s'est passé, ne pouvait se passer. Plus d'une vingtaine de délégués sont montés à la tribune pour y faire un discours mis au point lors des conférences fédérales.

A chaque fois, au début de ces interventions, il a été souligné qu'elles se voulaient «Contribution au grand débat, de telle sorte que les camarades non-encore persuadés d'abandonner le concept de dictature du prolétariat, puissent en être convaincus». Il était ajouté que, malgré tout, la «quasi-unanimité» avait été acquise pour décider de cet abandon. Aussi, la voix de ces militants

«peu convaincus» ne s'est pas fait une seule fois entendre. L'abandon de la dictature du prolétariat faisait l'objet de toutes les interventions.

G. Ansart (Féd. du Nord) : «Ce n'est pas un problème tactique, mais un problème de fond. La dictature du prolétariat n'aide pas, elle est devenue un obstacle au pouvoir du peuple».

A. Lajoignie (Allier) : «Le socialisme que nous voulons conservera la propriété des petites exploitations et de la petite production. Le concept de la dictature du prolétariat ne correspond donc plus à ce socialisme-là».

R. Beschanski (Ain), ingénieur polytechnicien au Centre Européen de Recherche Nucléaire, estime que : «Le progrès scientifique et la recherche fondamentale débouchent directement sur la nécessité d'abandonner ce concept suranné». Pourquoi ? «Parce que l'avenir suppose un pouvoir partagé entre la classe ouvrière et les techniciens de la recherche scientifique».

J. Jambu (Hauts-de-Seine) s'inquiète des «camarades qui dans les conférences de section n'étaient pas d'accord avec la nécessité de la voie prise par le Congrès». Mais, dit-elle «il faut les convaincre...»

G. Poussy (Paris) rêve d'un gouvernement où siègeraient des ministres du PCF, assu-

rant ainsi «une vie plus sûre, plus riche, plus juste». Par conséquent, conclut-il : «accord profond avec l'abandon de la dictature du prolétariat».

A. Demichel se fait l'écho des questions posées : «avec cette nouvelle stratégie ne risquons nous pas de nous faire les victimes de la bourgeoisie ? Ne sommes-nous pas semblables à n'importe quel parti bourgeois ? N'y a-t-il pas infidélité au Marxisme-Léninisme». Et à chaque question, ce sera un non catégorique.

F. Billoux se moque des «camarades qui se sont interrogés à ce sujet» et fera une réponse pour le moins convaincante (!) : «C'est parce que nous nous sommes appuyés sur le concept de dictature du prolétariat en 1920, que nous pouvions en 1976, l'abandonner».

Ce ne sera qu'une longue série de discours pour, en évoquant les inquiétudes d'un certain nombre de militants du PCF, justifier l'hostilité à la dictature du prolétariat.

Au cours des interruptions de séances, des groupes se forment. Pas de critiques ouvertes de la ligne du PCF. Mais des doutes, des interrogations. Simplement, ces congressistes se demandent si les dirigeants ne pourraient pas tout de même «éclairer sur ces problèmes délicats».



Dans les couloirs du congrès...

En bref

Mitterrand content de lui

Au cours d'une interview à France-Inter, François Mitterrand s'est vu interrogé sur le sujet qu'il préfère : sa propre personne. On a pu entendre cet ancien ministre partisan de la méthode forte durant la guerre d'Algérie expliquer que par le passé son attachement au socialisme avait toujours été son obsession, et que ce qui l'intéresse, «c'est l'histoire, c'est le rôle que je joue dans l'histoire». Le rôle n'est pas bien beau, mais l'enflure, elle, est de taille !

Officiellement, 70 % des demandes de licenciement de délégués acceptées

Dans la revue «Liasons» qu'il édite, le ministère du travail vient de publier la statistique des licenciements de représentants du personnel acceptés par l'inspection du travail en 1974. Sur 1 323 demandes patronales de licenciement recensées, 923 ont été acceptées, soit près de 70 %. Même si ces statistiques sont incomplètes, la proportion de licenciements acceptés éclaire le rôle de l'inspection du travail, surtout lorsqu'on sait que lorsqu'un patron n'obéit pas à un refus de licenciement, l'inspection du travail a bien peu de moyens de faire appliquer sa décision. Autre chiffre à noter, les inspecteurs du travail n'auraient noté que 17 cas d'infraction à la législation du travail en matière de licenciements en 1974. Les inspecteurs du travail seraient-ils aveugles à ce point, ou les statistiques de Mr Durafour seraient-elles fantaisistes.

REVUE DE PRESSE

Après le discours de Marchais au 22^e Congrès, confirmant l'abandon de la dictature du prolétariat, la presse se félicite de cet «événement».

FRANCE-SOIR : «Après tout ce n'est pas tous les jours qu'on entend le secrétaire général d'un PC proclamer l'abandon de la dictature du prolétariat. (...) Le PCF rejoint les «francs-tireurs» que furent souvent le PCI et le PCE (...) Cela enrichit le club de ceux qui recherchent des voies nouvelles au socialisme».

QUOTIDIEN DE PARIS : Parlant mercredi de «trois mois de débats internes (...) pour accentuer une évolution qui paraît désormais irréversible», il s'en prenait hier à la «Nation» qui parlait de «tournant tactique». Pour lui, «s'il s'agit d'une simple tactique, c'est une tactique qui ressemble fort à une stratégie !»

LE FIGARO : «En se forgeant une enseigne libérale (...), le PCF espère en quelque sorte déborder le parti socialiste sur sa droite (...) Pari audacieux qui repose sur la crédibilité de la métamorphose qu'il annonce aujourd'hui».

LE MONDE : «En remettant en cause certains points de doctrine, en poursuivant une stratégie d'union qui ébranle sa primauté sur la gauche, le parti communiste s'éloigne des rivages connus et des certitudes établies».

Vitry : LA MUNICIPALITE PCF FAIT DU SOCIAL !

«A 9 DANS UN TAUDIS, SANS EAU, SANS ÉLECTRICITÉ, SANS CHAUFFAGE ! ILS NOUS LAISSENT LÀ, QUAND IL Y A DES LOGEMENTS VIDES !»

Il a 43 ans. Il a été licencié en juin dernier par la société Giraud. Il était monteur de marchés, et travaillait pour la municipalité. «Un beau jour, ils m'ont dit : M. François, on n'a plus besoin de vous !» Licencié pour compression de personnel. La famille a 7 enfants.

«Les deux aînés (18 et 19 ans), travaillent. Avec leur paie, ce qu'on touche du chômage et les Allocations familiales, c'est pas la grande vie, mais on peut payer un loyer ! Alors pourquoi ne nous relogent-ils pas ?

TOUT EST MOISI, TOUS LES GOSSÉS SONT MALADES !

«Ça fait un an et demi qu'on est ici, à Vitry. Ma mère est partie, on a pris sa place. Deux petites pièces et une cuisine dans un pavillon qu'ils doivent démolir».

«Ils», c'est le service municipal de la voirie.

«On est neuf. Les enfants couchent à trois dans chaque lit. Les trois filles dans un lit, les trois garçons dans l'autre, et le petit avec nous. Il n'y a pas de trou d'aération, pour faire du feu, on est obligé de se chauffer dans la journée au pétrole. Ce n'est pas bon la nuit, on éteint. Ça suinte partout. Ça tombe goutte à goutte sur les lits.

Tout est moisi. Le linge, tout propre, sent le moisi

dans l'armoire. Les gosses sentent le moisi. La grande est la seule à aller à l'école en ce moment, on se moque d'elle parce qu'elle sent le moisi ! On voulait mettre du papier sur les murs, mais il ne tiendrait pas.

Et puis il n'y a pas d'eau. On est obligé d'acheter des bouteilles d'eau minérale pour la cuisine et se laver un peu. C'est 12 F par jour au minimum. On attend qu'il pleuve pour remplir des bassines, pour faire la lessive. Cet été, c'était la sécheresse. On a averti la mairie, l'Hygiène. Ils ne se sont même pas dérangés. On est isolé, ici.

Les vieux d'à côté, c'est pire. Il y a encore plus d'humidité qu'ici. Elle est imminente. Ils se laissent mourir dans la crasse. Il y a des rats partout qui viennent jusqu'ici. Et personne ne fait rien. C'est terrible de voir ça !

Depuis 20 ans, la famille se déplace d'Ivry, dans le 13^e, du 13^e à Ivry, d'Ivry à Vitry.

«Ça fait 20 ans qu'on a demandé un logement, on ne nous l'a jamais accordé, parce qu'on est illicites, qu'ils disent. A chaque fois, c'est pareil : on n'est jamais inscrits dans la commune. On n'est nulle part ! L'année dernière, ils n'ont pas voulu prendre les gosses à l'école,



parce qu'on n'avait pas de quittances. A chaque fois qu'on a été à la mairie, c'est ce qu'ils nous ont dit : «Vous n'êtes pas de Vitry, on ne peut rien faire». Ils disaient la même chose à Ivry. Ça fait 20 ans que ça dure !»

MAINTENANT, ON NE VOTE PLUS !

«On est une vieille famille d'Ivry. Mon père, c'était un

communiste. Un vrai, lui. Il a été blessé en Espagne, dans les Brigades Internationales. En 40, il a fait la Résistance. Moi aussi, j'étais au PCF. Depuis tout gosse, j'étais à la fanfare de la ville, j'allais au défilé du Parti. Et puis j'ai vu que ça n'allait pas. J'ai déchiré ma carte devant M. P. (député PCF). Depuis ce jour-là, on n'est pas bien avec eux.

J'ai toujours entendu dire que le PCF était du côté des travailleurs, qu'il les défendait. Mais à chaque fois qu'on a été à la mairie, ils nous ont jetés dehors. Rosette, (le maire PCF), nous a dit l'autre jour : «Je ne vous relogerai jamais à Vitry, je n'ai pas besoin de vous, j'ai déjà des milliers d'électeurs». Il était en colère, parce qu'on avait eu le tort de lui montrer un petit entrefilet du «Figaro»

qui parlait de notre dernière expulsion.

Maintenant, c'est vrai, on ne vote plus. On a voté, avant, on ne vote plus ! Pour qui voulez-vous qu'on vote ? Ils sont tous pareils !»

Quand on a fait l'expérience de ce parti bourgeois qu'est le PCF, quand on a cru en lui, «parce qu'avant, c'était pas pareil», quand on veut faire quelque chose, on n'a pas toujours les idées claires, on essaie.

Alors la famille a écrit aux journaux bourgeois pour essayer de faire éclater le scandale (Le «Figaro» s'est déplacé !!). Elle avait écrit à Mme Pompidou, qui a «très gentiment répondu». Elle a écrit à Pierre Bellemarre, parce qu'ils croyaient comme beaucoup qu'il y a toujours quelque chose à faire ! P. Bellemarre a répondu qu'ils étaient des milliers et des milliers dans ce cas, et qu'il n'y avait rien à faire !

«Alors on a repéré un HLM vide à Ivry, juste avant de venir ici, et on l'a occupé. Il nous plaisait bien. On n'a pas fait de bruit, on ne voulait pas se faire remarquer. Deux jours après, les flics sont venus. On n'a pas résisté. On a été obligé de tout laisser sur le palier, et on a tout perdu. Tout, même les photos des gosses. On était isolés.»

«IL FAUT AGIR, MAIS PLUS SEULS !»

On explique comment tous ensemble, il a été possible de s'opposer aux saisies dans la Cité toute proche des Maronniers. «Quand on est uni, ça fait une force ! Nous, on est isolé, ici. C'est pas comme dans les HLM où les gens se connaissent plus ou moins. Mais nous, on est d'accord. Il faut se grouper. Il faut agir, mais plus seuls. Maintenant, on est prêt à aller jusqu'au bout !»

Le Comité de Quartier a sorti un tract pour sensibiliser les locataires de Balzac, des Maronniers, de Touraine... Une chaîne de solidarité doit se créer.

Jeudi, une délégation devait se rendre à la mairie pour exiger le relogement immédiat de la famille et du couple de retraités. En cas de refus, d'autres actions sont déjà prévues, et c'est dans cette optique que sont faites la popularisation et la mobilisation dans le quartier.

Il n'est pas question de laisser vivre plus longtemps des travailleurs dans ces conditions ! Contre le chômage et la misère, unité populaire !

correspondant Vitry

LA VIE DU JOURNAL

A PROPOS DE L'ARTICLE SUR LA NATALITE

Dans le numéro 96, du jeudi 29 janvier, vous avez fait paraître une critique de lecteur, dans la page correspondance à propos de votre article sur la natalité. Vous avez publié la critique du lecteur sous le titre «Il est nécessaire d'en débattre».

Tout à fait d'accord avec la

Voilà ce que nous écrit un lecteur d'Auxerre. D'accord avec le caractère inévitablement général de notre réponse. Éliminait-elle pour autant le fond du problème, nous ne le pensons pas. Nous

Nous voudrions apporter un début d'enquête effectuée dans notre hôpital sur le problème de la natalité. Pour cela nous avons interrogé un certain nombre de travailleuses. L'article qui était sorti dans le Quotidien du Peuple avait paru trop théorique.

Il nous semble actuellement que si la petite bourgeoisie ne veut pas d'enfants, la raison principale n'est pas le chômage pour elle, mais plutôt l'idée de «Jouer de la vie» («que les grossesses abiment les femmes»). Mais cette idée à l'hôpital nous l'avons rencontrée très rarement.

LES OBSTACLES

Par contre les difficultés matérielles et l'avenir des enfants sont apparues dans les discussions. Une première idée :

avec une paye on ne peut élever que deux enfants. Lorsque la mère travaille, avec les conditions, les horaires des travailleuses de l'hôpital on ne peut en avoir plus de deux (et pourtant, il y en a deux !)

critique de ce lecteur, votre article m'a fait bondir par son ignorance de la réalité, aussi je trouve que ce lecteur a été trop indulgent. En plus votre réponse publiée sous la lettre-critique n'est pas tout à fait satisfaisante et dénote une autocritique superficielle qui élimine le fond du problème.

publions aujourd'hui, pour contribuer au débat, un enquête effectuée par un groupe de lectrices de Paris auprès des travailleuses de leur hôpital.

Lorsque nous avons posé la question «Si il y avait de meilleures conditions de travail, d'adaptation des horaires, aimeriez-vous avoir plus d'enfants ?

La plupart nous ont dit oui, souvent jusqu'à 4 enfants.

Le chômage est vécu aussi comme un obstacle. Une infirmière dont le mari est ouvrier au chômage avec un enfant nous a dit : «Moi, je voudrais en avoir un deuxième mais mon mari il ne veut pas tant qu'il n'aura pas trouvé de travail».

Les logements : même avec les HLM, lorsqu'on a une famille nombreuse on a besoin d'un grand appartement et le loyer est trop élevé, et puis les conditions de logement sont des obstacles aux familles nombreuses.

Nous avons aussi interrogé des travailleuses plus âgées dont les enfants sont plus grands. Nous avons souvent rencontré de l'amertume. Elles sont déçues par leurs enfants.

On sent une coupure entre elles et leurs enfants :

- elles se sentent abandonnées par leurs enfants.
- certaines ont des enfants délinquants.

Cette peur de la délinquance nous l'avons rencontrée souvent : les travailleuses de l'hôpital pensent que c'est dû à leurs horaires de travail, à l'abandon des enfants le mercredi et pendant les week ends de travail. Beaucoup laissent leurs enfants seuls dès l'âge de 10



ans le mercredi et le dimanche. Le patronage ne passionne pas les grands enfants.

Voilà un certain nombre de réponses qui nous ont été données. Elles posent la question des perspectives qui s'offrent aujourd'hui à la classe ouvrière et à la masse des travailleurs.

Nous pensons que si l'idée de la révolution, du socialisme se précise, l'avenir pour les travailleurs leur paraîtra moins incertain. Si les chômeurs prennent conscience qu'il faut lutter, qu'il est possible de

lutter, alors les obstacles disparaîtraient.

QUELLES CONDITIONS LA BOURGEOISIE RÉSERVE À NOS ENFANTS ?

A l'hôpital, il se passe des choses scandaleuses au niveau de la crèche.

• les enfants des infirmières sont prioritaires de telle manière que des agents hospitaliers, mères célibataires, doivent renoncer à la crèche et donner leurs enfants à des nourrices

quentes de colibacillose, la direction refuse de fermer la crèche pour désinfecter (évidemment car il faudrait donner congé aux mères). Alors on désinfecte une pièce après l'autre et on promène le microbe.

• Si l'enfant est absent plus de quinze jours (maladie de la mère) il y a menace de le radier. C'est un chantage sur les congés maladies.

Parlons des règles de diététique, un vrai scandale : on donne des lentilles à des enfants de 5 mois et des choux à des enfants de 8 mois. Il y a des cafards qui se baladent dans le sucre.

Le linge des enfants est lavé avec de la potasse et les enfants ont des fesses entamées (mais paraît-il ce serait la faute des parents !!!)

Beaucoup de travailleuses qui ont eu à faire une fois à la crèche disent que si elles avaient un deuxième enfant elle préféreraient donner 30 Frs par jour à une nourrice que de le mettre à la crèche.

La mairie de la ville a proposé des locaux pour une garderie pour les enfants d'âge scolaire les mercredi et dimanche, le directeur a refusé, il veut une garderie à lui. En attendant il y a toujours plusieurs enfants qui vagabondent les dimanche dans l'hôpital en attendant que leurs parents aient fini de travailler.

Voilà le sort de nos enfants. Nous devons transformer cela.

Cercle de lectrices du Quotidien du Peuple d'un hôpital de l'Assistance Publique de Paris

COMMUNIQUÉS

NANCY

A l'initiative du Comité de Lutte Contre le Chômage, Pompey - Frouard le vendredi 6 février, journée de solidarité avec les travailleurs de SOTRACOMET en lutte depuis 3 mois contre la fermeture de leur usine à Mézières les Metz.

Intervention à la porte des usines Delattre, à Frouard et Acierie de Pompey et dans les quartiers.

A 17 h 30 : salle de la mairie de Frouard - réunion du CLCC avec deux points à l'ordre du jour :

- soutenons les travailleurs en lutte pour l'emploi - la parole à la SOTRACOMET
- dans nos quartiers construisons l'unité chômeurs-actifs pour mener l'action contre les hausses.

MEETING A PARIS

organisé par : l'A.S.E.C. (Association des Stagiaires et Etudiants des Comores) le 6 février 1976 au 8 Parc Montsouris Métro Cité Universitaire à 20 h 00

Pour dénoncer :
• le simulacre de référendum organisé par le gouvernement français à Mayotte le 8 février 1976
• et, l'occupation militaire de fait d'une partie du territoire de l'Etat comorien indépendant.

LILLE

Ouverture de la Librairie Populaire
40 rue Jules Guesdes
Marché Wazemmes
Samedi 7 février

la lutte du peuple palestinien : exposition permanente
A 16 heures : projection de diapositives, débats.

CHALONS SUR MARNE

Pour la libération des soldats et des syndicalistes emprisonnés, pour défendre nos droits, meeting-débat sur les libertés démocratiques à l'appel de la section PCR (m-l) de Chalons-sur-Marne, vendredi 6 février à 20h30 à la salle des fêtes.

VIE QUOTIDIENNE

UNE JOURNÉE A L'ESSAI...

Au chômage depuis plus d'un an, aucune place ne m'a été proposée par l'ANPE de Cannes, et je consulte donc les petites annonces locales pour trouver un emploi. Je vous écris pour vous conter ce qui vient de m'arriver, en espérant (si vous le jugez utile) que vous le passerez dans votre courrier. Je me suis présentée, suite à une petite annonce, à une

«JE NE SUIS PAS SEULE A ÊTRE VOLÉE DE LA SORTE»

Evidemment, n'étant pas encore habituée aux machines de l'entreprise, il m'était impossible d'y parvenir. La patronne a refusé de me payer la journée et a ainsi eu une journée de travail sans déboursier un sou. Les autres employées - une douzaine - n'ont rien osé dire, d'ailleurs aucune ne parle pendant le travail et à la sortie, c'est chacun pour soi : petite entreprise - exploitation accrue : employées dociles, bien surveillées, pas de syndicat, on a peur de perdre sa place. D'autres femmes doivent déjà faire «un essai» le lendemain, on peut parier que d'autres viendront encore

petite société de Pégomas «Chantal confection» qui demandait des mécaniciennes qualifiées. On m'a fait faire un petit essai le matin et j'ai travaillé tout l'après-midi. Ce n'est qu'à l'heure du départ que l'on m'a dit que je ne faisais pas l'affaire car je n'avais pas réalisé un rendement suffisant (40 pantalons assemblés à l'heure).

après (d'après une employée cela se passe souvent). Je ne suis donc pas la seule à être volée de la sorte ; et surtout, la société «Chantal confection» n'est pas la seule à pratiquer cette petite combine. On voit souvent dans les annonces locales la même annonce qui passe une fois tous les quinze jours pendant plus d'un an. Quand on sait pour le vivre, qu'au moins 20 personnes et parfois 50 à 60 se présentent après cette petite annonce, le mystère s'explique, et en voyant ce qui m'est arrivé on comprend pourquoi il y a souvent une même offre qui passe très souvent et pendant longtemps.

petits patrons qui non seulement, comme les gros exploitent la classe ouvrière, mais l'exploitent plus facilement et plus férocement parce qu'en face d'eux ils ont des ouvriers et des ouvrières moins nombreux, bien surveillés et donc placés dans les conditions de lutte plus difficiles. Ces petits patrons qui comme «Chantal confection» en plus du vol légal, du travail ouvrier volent aussi illégalement en faisant faire par exemple des essais multiples et non rétribués.

Non, messieurs du P.C.F., il ne s'agit pas de lutter contre les «monopoles» mais de lutter contre tous les capitalistes, gros et petits. Il ne s'agit pas d'unir le «Peuple de France», mais aussi d'unir la «classe ouvrière» en vue de la révolution socialiste armée pour instaurer sans transition la dictature du prolétariat à la place de la dictature bourgeoise. Dictature du prolétariat garante du régime socialiste, arme indispensable à la lutte contre la vieille société et ses tenants qui n'auront pas disparu par enchantement, dictature du prolétariat nécessaire pendant très longtemps pour nous mener sur les chemins radieux de la société sans classe, de la société communiste.

Une lectrice de Cannes

LES PETITS PATRONS ET LE PCF

Cette pratique est en général le fait de petits patrons et c'est avec ces gens

là que le P.C.F. veut unir la classe ouvrière (Union du «Peuple de France»). Ces

CINÉMA

"LE BON ET LES MECHANTS"

Qu'est-ce donc que l'Histoire pour Lelouch ? Dans son dernier film, «le bon et les méchants», elle apparaît comme un vieil album à photos jaunies qu'on feuillette avec un attendrissement amusé. Il en gomme l'acuité, l'actualité en utilisant une pellicule brunâtre, comme sortie d'une archive de cinémathèque. Pour accentuer ce style rétro, il joue sur le charme - et le snobisme - des vieilles voitures prestigieuses (ici, les fameuses traction avant Citroën); et nous avons droit à des poursuites genre «Incorruptibles», made in France. Il y ajoute les petits bals de voyous, les parties de campagne, les mœurs désuètes et ridicules des bourgeois d'alors.

Bref, tous les angles s'atténuent pour ne garder que les contours pittoresques, anecdotiques.

Et pourtant, Lelouch a choisi, pour servir son dessein commercial, une période particulièrement importante de l'Histoire : les années 30, puis la Résistance. Or, cette période, où prend encore racine notre vie actuelle, est vue par le regard insouciant d'une petite équipe de truands sympathiques, style «Bonnie and Clyde» en souriant.

Le chômage qui touchait

des millions de travailleurs vers 1934 ? Dans le film, il n'est que la vague justification pour les héros de se lancer dans les hold-up. Les grèves, le Front populaire, c'est-à-dire les luttes et les victoires des masses ? Franchement expulsés de l'album de souvenirs de Lelouch.

La Résistance alors ? Elle est prétexte à un règlement



de comptes entre les petits truands sentimentaux et la police à la solde de la Gestapo. Les résistants eux, jouent un rôle passif. Ils sont tout contents de recevoir des renseignements très importants de l'un des truands qui les obtient sur l'oreiller de l'épouse d'un haut fonctionnaire de la police vichyssoise !

Bien entendu, dans ce genre de produit culturel, à aucun moment les couches populaires ne semblent se mobiliser contre l'ennemi (au contraire, concierges et domestiques, pour quelques kilos de beurre, donnent allègrement aux nazis ceux qui sont recherchés...)

Le seul élément apparemment

positif du film est la mise en relief de la corruption de la police française, de sa collaboration constante avec les gangsters et la Gestapo, ainsi que de son touchabilité, puisque le superflic, à la botte des nazis pendant l'occupation, deviendra après la libération un cadre supérieur à la Préfecture de Paris.

Mais il semble évident que pour Lelouch, tout cela apparaît comme la conséquence d'une fatalité intransformable (il rejoint un Jean Yanne dans cette vision sceptique du monde). Et son film referme la boucle de l'Histoire comme s'il ne s'était rien passé : les truands reprennent la traction avant du hold-up ; et les flics, la

panoplie de la répression. Quant aux autres, c'est à dire les travailleurs, ils n'apparaissent même pas. Pour Lelouch, ce ne sont pas eux qui font l'Histoire.

Paule SACONNET

SPORTS

INNSBRÜCK

Le suspense n'aura pas duré bien longtemps pour la première épreuve des jeux olympiques d'hiver d'Innsbruck.

Epreuve reine, gagnée par le «roi» actuel, cette descente impressionnante où les skieurs atteignaient les 130 km/h, aura répondu à ce qu'en attendaient les organisateurs : du grand spectacle, à couper le souffle. Le tracé, très rapide et gelé était conçu en ce sens, et si un Klammer ou un Russe (2^e à 33/100^m de Klammer) ont pu y prouver la solidité de leurs muscles et leur sang-froid, il n'en était pas de même pour d'autres concurrents tel le Canadien, Ken Read (5^e) qui skiait au dessus de ses possibilités. Ce

va-tout dangereux a payé pour lui, il s'est soldé par de spectaculaires chutes pour d'autres skieurs. C'est tout à fait ce que souhaitent les organisateurs : que ceux qui ne font pas partie de la petite élite soient obligés de prendre tous les risques pour arriver dans les dix premiers. Pour arriver à fabriquer un tel boulevard, il a d'ailleurs fallu dépenser trois cents millions d'AF, abattre six cents arbres... A ce prix, il faut du spectacle.

Classement :

1 - Klammer (Autriche)	1'45''73
2 - Russe (Suisse)	1'46''06
3 - Planck (Italie)	1'46''59
4 - Roux (Suisse)	1'46''69
5 - Read (Canada)	1'46''83

TÉLÉVISION

VENDREDI 6 FÉVRIER

TF1	21 h 30 -	Apostrophes : êtes-vous réactionnaire ?
19 h 40 - Une minute pour les femmes	22 h 35 -	Ciné-club Les tueurs
19 h 45 - Alors, raconte	24 h 00 -	JOURNAL et fin
20 h 00 - JOURNAL		
20 h 30 - Au théâtre ce soir La cuisine des anges		
22 h 35 - Jeux olympiques d'hiver		
22 h 50 - JOURNAL et fin		
A2	FR 3	
18 h 30 - JOURNAL	19 h 00 -	Pour les jeunes
18 h 40 - Le palmarès des enfants	19 h 20 -	Actualités régionales
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	19 h 40 -	Tribune libre : la maison des compagnons
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 55 -	Flash journal
19 h 45 - Y'a un truc	20 h 00 -	Programmes régionaux
20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 -	Vendredi : fait divers : t'as pas un tuyau ?
20 h 30 - Simplicius Simplicissimus	21 h 30 -	Les grandes batailles du passé : Paris 1871 : la semaine sanglante
	22 h 20 -	JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

A Pao-an, capitale provisoire de la Chine rouge, E. Snow vient d'assister à une représentation du «Groupe théâtral populaire antijaponais». Curieux de mieux connaître le «théâtre rouge», Snow interviewe Melle Wei Koung-tche, directrice du Groupe théâtral.

12^e épisode :

LE THÉÂTRE ROUGE

LES ACTEURS COMMUNISTES

— Chaque armée a son groupe théâtral, poursuit Melle Wei, de même que presque chaque district. Presque tous les acteurs sont recrutés sur place. Nos acteurs expérimentés du Sud sont pour la plupart devenus instructeurs. Je rencontrai plusieurs Jeunes Pionniers, vétérans de la Longue Marche malgré qu'ils fussent à peine adolescents, qui étaient chargés d'organiser et de former des équipes théâtrales d'enfants dans différents villages.

— Les paysans viennent de loin pour voir nos représentations, m'informa fièrement Melle Wei. Parfois, lorsque nous sommes près de la frontière des Blancs, les soldats du Kouomintang nous font passer en secret des messages priant nos acteurs de se rendre à quelque bourg des districts frontière. Lorsque nous y allons, les soldats rouges et blancs laissent tous leurs armes au cantonnement et vont à ce bourg pour suivre la représentation. Mais les officiers supérieurs du Kouomintang, s'ils sont au courant, n'autorisent jamais ces rencontres, car une fois qu'ils ont vu nos acteurs bien des soldats du Kouomintang refuseront de combattre plus longtemps l'Armée rouge ! (...)

Les acteurs ne recevaient que leur nourriture et leurs vêtements et une petite allocation de subsistance, mais ils étudiaient tous les jours,

comme tous les communistes, et ils étaient convaincus de travailler pour la Chine et le peuple chinois. Ils dormaient n'importe où, mangeaient de bon cœur ce qui avait été préparé pour eux, marchaient de longues distances d'un village à l'autre. Du point de vue du confort matériel, ils étaient indiscutablement les comédiens les plus misérablement récompensés de la terre, pourtant je ne dois pas en avoir vu de plus heureux. Les communistes composent eux-mêmes presque toutes leurs chansons et pièces de théâtre. (...)

UNE ARME DE PROPAGANDE

Il n'est pas d'arme de propagande plus puissante dans le mouvement communiste que les troupes théâtrales ni qui soit manipulée avec plus de subtilité. Par de constants changements de programme, par la réorientation presque quotidienne des scènes du «Journal vivant», de nouveaux problèmes militaires, politiques, économiques et sociaux s'incorporent aux matériaux du théâtre, et les doutes et interrogations reçoivent des réponses au tour humoristique, conçues pour être entendues de la paysannerie sceptique. Quand les Rouges occupent de nouvelles régions, c'est aussi le théâtre rouge qui apaise les craintes de la population, qui leur donne une idée rudimentaire du programme communiste et qui répand, en même temps que la contre-propagande, les idées révolutionnaires de toutes sortes. A l'occasion de la récente expédition des Rouges au Chansi, par exemple, des centaines de paysans ayant appris que les acteurs accompagnaient l'armée, se pressèrent en foule pour les voir jouer, objets complaisants de toute propagande dispensée sous la forme attrayante du théâtre.

UN THÉÂTRE AU SERVICE DU PEUPLE

Le but sincère et profondément médité de leur

propagande a été de remuer, d'exciter les millions d'êtres de la Chine rurale à leurs responsabilités dans la société ; de les éveiller à une croyance dans les droits humains, de combattre la timidité, la passivité et l'immobilisme de la foi taoïque et confucianique, d'éduquer, de persuader et, je n'en doute pas, par moment de les carner et de les forcer à se battre pour «le règne du peuple» — une vision nouvelle dans la Chine rurale —, de se battre pour une vie de justice, d'égalité, de liberté et de dignité humaine, selon la conception communiste. Bien plus que les résolutions pieuses mais vides de sens adoptées à Nankin, cette pression croissante de la part d'une paysannerie qui à présent, se redresse dans un état de conscience, après deux millénaires de sommeil, pourrait forcer la réalisation d'une vaste mutation dans tout le pays.

Ce à quoi, dans un sens, ce communisme se réduit est que, pour la première fois, dans l'histoire, des milliers de jeunes gens éduqués, aiguillonnés eux-mêmes à de grands rêves par un univers de connaissances scientifiques auquel ils ont subitement accédé, sont «retournés au peuple», au tuf profond du sol de leur patrie, pour «révéler» un peu de leur savoir nouvellement acquis aux campagnes intellectuellement stériles, à la paysannerie enténébrée, et on cherché à s'assurer son alliance pour la réalisation de cette «vie plus abondante». Enflammés par la conviction qu'un meilleur monde pouvait être construit et qu'eux seuls pouvaient le construire, ils ont apporté au peuple leur formule — l'idéal de la commune — pour gagner sa sanction et son soutien. Et ils les ont conquis à un degré saisissant. Par la propagande et par l'action, ils ont apporté à des millions d'être humains une nouvelle conception de l'Etat, de la société et de l'individu.

(à suivre)

INTERNATIONAL

Djibouti

DES SOLDATS CONTRE LE PEUPLE DES TROUPES CONTRE LA SOMALIE

DERNIERE MINUTE

20 H :

Le gouvernement somalien confirme qu'un des enfants présents dans le car est encore entre les mains du FLCS, qui le détient en territoire somalien. Il ne faut pas permettre que Giscard prenne prétexte du nouveau développement de cette affaire pour se lancer dans une agression contre ce pays.

Avant-hier, un tir nourri, dirigé contre les soldats somaliens, a tué au moins deux soldats, et en blessa plusieurs. «Les troupes françaises sont sur le pied-de-guerre», affirme leur commandant. Tout le long de la route entre Djibouti et la frontière, les chars AMX sont tapis, prêts à intervenir (à la frontière, les paras de la légion, infanterie de marine, chars et auto-mitrailleuses sont mas-

hommes du commando bien sûr. Mais qui étaient les deux autres ? N'étaient-ce pas les négociateurs du Front, que les autorités françaises ont désignés comme cible aux balles de leurs tueurs ?

Les troupes françaises et la gendarmerie ont bouclé le quartier populaire de Djibouti. Le couvre-feu est décrété. Il n'y a pas de désordre assure-t-on. De quel prix le peuple, Afars et Somalis unis contre la terreur coloniale, de quel prix paie-t-il cet «ordre» ? Depuis plusieurs semaines, depuis l'exécution de deux policiers français, les rafles sont incessantes. Le couvre-feu vient encore renforcer cette répression sauvage, dont le but est d'imposer une indépendance où la France exercerait tout son contrôle sur le nouvel État, une indépendance présidée par Ali Aref. Des membres de

reconnu par toute la population comme le chef de gouvernement qui convient pour aller à l'indépendance». D'un côté, le gouvernement français s'apprête à créer cet accord en expulsant les pa-

triotres les plus combattifs, de l'autre aussi il pourrait bien avoir recours à des hommes moins compromis que Aref qui ne semble pas, d'après Messmer, faire l'affaire.

G. CARRAT

Hier en fin de matinée, 800 parachutistes français ont été expédiés à Djibouti grâce à un Boeing 707 et deux DC 8 «prêtés» par Air France. «Nous avons dégarni le front du maintien de l'ordre à Djibouti, où des terroristes peuvent agir, c'est pourquoi il nous faut des troupes fraîches», déclarent les autorités.

Le gouvernement a déclaré son émotion devant le sort des trente et un enfants enlevés. Mais quelle émotion manifeste-t-il devant les enfants Somalis et Afars qui sont ramassés dans les rues de Djibouti et expulsés ? Quelle rage anime l'administration française quand elle expulse des milliers de gens, que des familles sont séparées par des kilomètres de désert, quand les brancardiers viennent à pied du barrage ramasser le corps déchiqueté de celui ou celle qui a sauté sur une mine parce qu'il voulait rejoindre sa famille ou ses amis dans Djibouti ? Nous publions ici les témoignages d'étudiants Afars et Somalis sur la répression quotidienne à Djibouti et les tentatives de division opérées par l'administration française, rapportées par le QdP des 22 janvier et 31 janvier 1976.

UNE DIVISION ORGANISÉE

Lorsque les Français se sont installés dans ce territoire, il était occupé par deux ethnies, les Afars au Nord et les Somalis au Sud.

Lorsqu'un Afar voulait se rendre au Sud, il devait être muni d'un laissez-passer spécial délivré par l'administration.

À la division territoriale, s'ajoute la division politique. Les quarante sièges de l'assemblée locale sont répartis par groupes ethniques. Par exemple, en ce moment, il y a un siège pour la minorité arabe, 3 pour les Français, 16 pour les Somalis et 20 pour les Afars. Il y a peu de temps c'était le contraire, les Somalis étaient majoritaires.

Par ces manipulations, le gouvernement français essaie d'attiser des jalousies entre les deux ethnies, d'autant plus qu'à l'intérieur de chacune d'elles, tant de sièges sont réservés à telle tribu.

Au travers d'une longue histoire de lutte contre le colonialisme français, Afars et Somalis dans la région de Djibouti ont tissé leur unité.

PAPIERS ET EXPULSIONS

Pour avoir des papiers, il faut donner l'acte de naissance du père, et comme l'Etat Civil n'existe que depuis 1951, les papiers sont délivrés au gré de l'administration. Pour les obtenir on va à la gendarmerie qui fait une enquête et transmet son avis à la Sûreté qui fait une nouvelle enquête, avant de soumettre ses conclusions au commandant de cercle, une sorte de préfet, qui donne son avis avant que le tribunal ne vous délivre le certificat de nationalité.

Jour et nuit, les patrouilles de police circulent, vérifient les cartes d'identité, expulsent ceux qui n'en ont pas. Vous êtes arrêtés dans la rue : vos papiers sont en règle, mais le gendarme peut vous déclarer étranger et vous expulser.

Aujourd'hui, une famille de Djibouti a certains de ses membres derrière le barrage, d'autres en Somalie, d'autres en Ethiopie que les colonialistes ont expulsés.



sés). Est-ce plus qu'une mesure d'intimidation à l'égard de la Somalie ?

Cependant Giscard a le front de déposer une plainte contre la Somalie, devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, affirmant que les forces françaises avaient été victimes d'un tir d'armes lourdes. La Somalie, de son côté, dénonce les bombardements contre une ville somalienne qui ont fait plusieurs tués et blessés parmi les soldats et la population civile. Mais que font les troupes françaises à des milliers de kilomètres de la France ?

Les opérations d'avant-hier nous en donnent une idée. Six personnes ont été assassinées dans l'assaut qui a été donné au car. Il y avait quatre

la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, dont Dini, lui-même, l'un des responsables, qui s'oppose à Aref, ont été arrêtés, ainsi que de nombreuses autres personnes. le gouvernement français veut en profiter pour éliminer tous ceux qui s'opposent à sa politique, à Djibouti, les déclarer étrangers, les éliminer.

Et cette situation se prolongera encore : Messmer vient de déclarer que l'indépendance de Djibouti dépendait de deux conditions : «Un accord entre les deux voisins», l'Éthiopie et la Somalie, et «un minimum de cohésion intérieure entre Afar et Issa (Somalis)». «Il est vrai qu'un tel accord est difficile et que M. Ali Aref n'est pas

PORTUGAL

LA REACTION DENATIONALISEE DES USINES

Plusieurs entreprises nationalisées par les précédents gouvernements sont en train d'être rendues à leurs anciens propriétaires. Touchées par ces premières mesures, les usines «Textil Manuel Gonçalves», de Famalicão, Martins et Rebelo, transformation du lait, Facar, tubes acier et plastique.

Le choix de l'entreprise Manuel Gonçalves comme banc d'essai n'est pas dû au hasard : employant 4 000 ouvriers, se consacrant essentiellement à l'exportation, cette fabrique textile du Nord s'était trouvée menacée de faillite, le patron avait purement et simplement pris la fuite.

Les administrateurs nommés pour gérer l'usine étaient trois membres du PCP, nom-

més par un avocat du PCP ; la commission syndicale, la municipalité, se trouvaient également entre les mains de ce parti. Les administrateurs,



Avril 75 : le PCP faisait manifester pour soutenir les nationalisations...

dont l'ancien bras droit du patron, devaient largement profiter de la situation, s'adjudgeant des salaires dix fois supérieurs à la paye des ou-

vriers. C'est cette nouvelle exploitation qui avait soulevé la colère des travailleurs, qui organisaient au mois d'août une manifestation. Des élé-

ments des partis réactionnaires en ayant pris la tête en cours de route, le siège du PCP de la ville s'était trouvé mis à sac.

Aujourd'hui, l'ancien propriétaire est revenu. Il pose ses conditions : obtenir d'importants crédits bancaires, licenciement de 17 «meneurs», «retour à l'ordre et à la discipline».

Autant que l'arrogance des anciens exploités, qui relèvent la tête, l'histoire de l'usine Manuel Gonçalves pose la question des conditions qui leur ont permis d'en arriver là. Quelles raisons les travailleurs de l'entreprise pourraient-ils avoir de se révolter aujourd'hui contre l'expulsion des administrateurs de la commission, contre lesquels ils manifestaient voici quelques mois ? En n'offrant comme seule alternative que la construction d'un nouveau capitalisme, le parti révisionniste portugais a bien préparé le terrain au retour de l'ancien.

Inde : 10 000 arrestations

10 000 personnes au moins ont été arrêtées et emprisonnées depuis le milieu de la semaine dernière, en majorité ce sont des travailleurs. C'est dans l'Etat de Tamil Nadu, où le gouvernement a été destitué par Indira Gandhi que la police indienne a effectué ses rafles.

Le parti du Congrès a imposé au parlement de proroger la loi sur l'état d'urgence en vertu de laquelle les travailleurs sont emprisonnés par dizaines de milliers. Dans le même temps, le gouvernement d'Indira Gandhi a fait reporter d'un an les élections qui devaient avoir lieu «afin que la stabilité complète soit assurée», en d'autres termes que la dictature d'Indira Gandhi soit complètement assurée.

Argentine : ratissages dans la région de Santa Fé

Au cours des derniers jours 40 personnes au moins ont été arrêtées à Santa Fé, ville située à 500 kilomètres au Nord de Buenos Aires. Tout le Nord de la province de Santa Fé est passé au peigne fin, dans le cadre de la lutte anti-guérilla. C'est une opération menée conjointement par l'armée et la police argentines.

Il y a peu de jours une école de police a été attaquée par une unité de guérilleros au Sud de Buenos Aires. Malgré l'envoi de renforts de l'armée et le bouclage de la région par la police et l'armée, les guérilleros ont pu s'échapper.

Parallèlement aux campagnes conjointes de l'armée et de la police, se développent de nombreux attentats terroristes : un ouvrier enlevé le 21 janvier dernier a été retrouvé mort, au fond du fleuve Parana, pieds et poings liés par une chaîne attachée à un bloc de béton. Un psychologue progressiste a été tué, à Cordoba au cours d'une descente de police, le domicile d'un professeur progressiste a été détruit par une bombe à Mendoza.

Espagne : les grévistes de Valladolid occupent une église

Les grévistes de Valladolid poursuivent leur mouvement. Avant-hier, 1 500 d'entre eux ont occupé l'église pour riposter aux propositions patronales inadmissibles.

À Madrid la police anti-émeute a empêché 4 000 étudiants de marcher sur le ministère de l'Éducation où ils voulaient présenter une pétition exigeant une réforme de l'université.

Guatemala : 2 000 morts dans un tremblement de terre

Un important tremblement de terre a ravagé la capitale du Guatemala, Ciudad Guatemala, qui a déjà été détruite il y a une cinquantaine d'années par un tremblement de terre. Selon l'armée, plus de deux mille personnes seraient mortes, cinq mille blessés.

Le quartier dit «pauvre» est complètement détruit. Les ouvriers, petits employés, chômeurs sont sans logement, beaucoup sont morts. Mais dans le même temps l'armée et la police patrouillent dans les rues pour «protéger du pillage» les magasins éventrés !

L'activité du pays est paralysée à 95 %. Mais l'aéroport a pu rester ouvert et les secours que le Mexique, le Honduras ont aussitôt envoyés, ont pu arriver.

Sahara occidental : les troupes mauritaniennes chassées de Aoucert

Les troupes mauritaniennes qui s'étaient emparées de la ville de Aoucert, au centre du Rio del Oro (Wadi Dahab) en ont été chassées au début de la semaine annonce le F. Polisario. Par ailleurs un journaliste algérien qui travaillait dans la région de Amgalla, a témoigné de la violence de la bataille. Les troupes royales marocaines avaient réuni plusieurs dizaines de véhicules blindés, canons sur roues et autres véhicules, et se sont livrées à un intense pilonnage de la cuvette dans laquelle se trouve Amgalla ; à tel point que le paysage est par endroits complètement bouleversé et méconnaissable. Le F. Polisario a opposé une très vigoureuse résistance à l'offensive marocaine, notamment pour protéger les trois cent personnes qui n'avaient pu être encore évacuées (depuis plusieurs jours l'évacuation d'Amgalla était entreprise et des milliers de personnes avaient pu être sauvées). Il semble qu'il n'y ait aucun survivant parmi ces trois cent sahraouis. En explosant les bombes projetaient en l'air des corps d'enfants rapporte le journaliste.